

Commission: Unesco

Problématique: Peut on tout dire dans les médias et sur les réseaux sociaux?

Auteur: Brésil

Au cours des deux dernières décennies, on a vu sous nos yeux l'invention des réseaux sociaux aujourd'hui connus mondialement et le développement des médias. Ce phénomène a visiblement marqué le monde, le Brésil en particulier. Avec une moyenne de 3 h 31 min sur les médias et réseaux sociaux par personne de 16 à 64 ans chaque jour, le Brésil se situe au troisième rang mondial. De plus, 62% de la population brésilienne utilise régulièrement les réseaux sociaux.

L'intérêt des brésiliens au sujet des réseaux sociaux et son importante population fait sans doute de celui-ci un des pays utilisateur en nombre d'inscrit, par exemple c'est le troisième marché de Facebook en nombre d'utilisateurs : 130 millions.

Le Brésil n'est pas seulement conscient de l'importance de la liberté d'expression, mais la supporte fortement.

En effet, la liberté d'expression est un droit fondamental, sans liberté d'expression nul progrès peut se faire au bénéfice de la majorité. La liberté d'expression est dans ce sens, un droit qui permet autres droits exister. C'est pour cela que le Brésil n'est pas en faveur des censures des médias ainsi que les réseaux sociaux, et nous considérons ces actes comme des actes antidémocratiques.

Cependant, il est bien entendu que le Brésil comme tout pays, a mis en place certaines limites à cette liberté. Le Brésil comme d'autres pays démocratiques, observe une séparation entre donner son opinion et des critiques frontales.

D'autre part, Le Brésil donne de l'importance aussi à l'aspect de privacité et le cyberbullying.

Le Brésil pense qu'il est important de trouver un terrain d'entente, où chaque individu devrait avoir le droit de s'exprimer librement, mais dans des cas exceptionnels et extrêmes, pouvoir intervenir du côté des victimes.

On voudrait aussi aborder le thème du blasphème. Le Brésil pense qu'on devrait avoir le droit de parler péjorativement des religions, même si ceci est vu comme irrespectueux. On devrait néanmoins faire attention aux limites, et ne pas laisser des critiques constructives à des cas de haines massives, comme a été l'occasion pour les Juifs et d'autres religions dans le passé.

Dans le cas de la désinformation, Le Brésil pense qu'une information dite fausse devrait être réfutée, mais pas éradiqué, au cas où elle n'est pas fausse. De nouveau, le Brésil pense que ne pas permettre plusieurs opinions ou pensées même si elles sont dites fausses ne faites qu'arrêter le progrès de notre société.

Le Brésil pense aussi qu'on peut en effet rire de tout, même si cela peut porter offense, mais il faut bien sûr différencier des blagues un peu méchantes et des discours de haine qui incite à un crime, comme abuser physiquement de quelqu'un.

Quant à les menaces et agressions qui reçoivent les journalistes, Il est évident que le Brésil veut faire du nombre de menaces et agressions un nombre beaucoup plus modeste, ce qui est difficile à cause de la corruption au Brésil.

Le Brésil est donc à faveur de la liberté d'expression, mais y voit des limites dans des cas exceptionnels qui mettent en danger la sécurité d'un individu ou du pays.

